

CANADA

(Recours Collectif)

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No :

MARIO BRIÈRE,

Requérant

c.

**ROGERS COMMUNICATIONS
S.E.N.C.**, faisant également affaires
sous la raison sociale **ROGERS
SANS-FIL S.E.N.C.**, société

Intimée

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET
POUR SE VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT
(Articles 1002 et suivants C.p.c.)**

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN
DIVISION DE PRATIQUE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LES
REQUÉRANTS EXPOSENT RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

1. Le requérant sollicite l'autorisation de cette Honorable Cour afin d'exercer un recours collectif pour le compte de toutes les personnes faisant partie du groupe ci-après décrit (le « **Groupe** ») et dont il est lui-même membre, à savoir :

« Toutes les personnes physiques et morales comptant moins de cinquante (50) employés, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, et s'étant vues facturer par l'intimée depuis le 21 février 2008 des frais de résiliation de contrat. »

LES PARTIES

2. Le requérant est un consommateur au sens de la *Loi sur la protection du consommateur*;
3. Le requérant a été un client de l'intimée pendant plusieurs années;
4. L'intimée est une entreprise pancanadienne spécialisée dans les services de télécommunication sans-fil;

LES FAITS DONNANT OUVERTURE AU RECOURS DU REQUÉRANT

5. Le 29 janvier 2009, le requérant a acheté un appareil sans-fil de modèle Motorola VA76RR en remplacement de son ancien appareil suite au bris de son ancien appareil, tel qu'il appert de la facture datée du 29 janvier 2009 dénoncée au soutien des présentes sous la cote **R-1**;
6. Le requérant s'est donc procuré le nouvel appareil précité au coût de 249,95\$ à la boutique Rogers située au 5254, Carrefour Angrignon à Montréal;
7. Outre la facture d'achat de ce nouvel appareil, le requérant a reçu une copie d'un contrat d'une durée de trente-six (36) mois, tel qu'il appert du contrat dénoncé au soutien des présentes sous la cote **R-2**;
8. Lors de cette transaction, le préposé de la boutique et représentant de l'intimée n'a pas attiré l'attention du requérant sur la clause de résiliation du contrat et ne s'est pas assuré qu'il avait connaissance des frais qui pourraient s'appliquer en cas de résiliation du contrat;
9. Au mois de novembre 2010, le requérant a mis fin à son contrat avec l'intimée pour transférer chez Vidéotron;
10. Lors de la réception de sa facture du 26 novembre 2010, le requérant a constaté que l'intimée lui avait facturé des frais de résiliation de contrat de **200,00 \$** plus taxes, tel qu'il appert de la facture datée du 26 novembre 2010 dénoncée au soutien des présentes sous la cote **R-3**;
11. Le requérant a tenté de contester l'imposition de ces frais de résiliation de contrat en contactant l'intimée à quelques reprises, mais il s'est heurté à un mur et à une fin de non-recevoir catégorique;
12. Le requérant a finalement payé ces frais de **200,00 \$** plus taxes en entier afin d'éviter que son dossier de crédit ne soit entaché par l'intimée;
13. Ces frais de résiliation de contrat sont excessifs et dépassent largement le montant que pourrait justifier l'intimée à titre de pénalité et/ou de dommages liquidés;

14. Seul l'octroi d'un rabais ou d'une gratuité sur un appareil pourrait donner ouverture à des frais de résiliation de contrat en faveur de l'intimée et, dans leur évaluation, il faudrait nécessairement tenir compte de la dépréciation de l'appareil et du montant réel de la perte de l'intimée sur cet appareil;
15. Quant à la formule pour calculer la dépréciation d'un appareil, le requérant propose celle qui a été codifiée dans le *Loi sur la protection du consommateur* lors de l'entrée en vigueur le 30 juin 2010 de modifications touchant notamment les services de téléphonie sans-fil;
16. Ces modifications à la *Loi sur la protection du consommateur* ont d'ailleurs mis en lumière le caractère abusif des frais de résiliation de contrat imposés par des fournisseurs de services de téléphonie sans-fil tels l'intimée;
17. Le requérant considère que les frais de résiliation de contrat devraient être substantiellement réduits pour qu'ils reflètent les limites objectives du préjudice réellement subi par l'intimée et qu'elle est en mesure de prouver;
18. Le requérant n'a commis aucun manquement ou faute contractuelle à l'endroit de l'intimée;
19. La suppression ou la réduction de ces frais de résiliation de contrat imposés par l'intimée cadrerait avec les balises et paramètres de la loi et de la jurisprudence;
20. Le droit à la résiliation unilatérale d'un contrat de service est spécifiquement codifié et il s'agit d'une prérogative au bénéfice du client;
21. L'objectif de ce droit à la résiliation est de protéger le cocontractant qui est en position de faiblesse;
22. Des frais de résiliation exorbitants et excessifs ont toutefois pour effet de contrer le but poursuivi par ces dispositions;
23. Les frais de résiliation de contrat imposés par l'intimée doivent donc être supprimés ou réduits au montant du préjudice réellement subi par cette dernière;

LES DOMMAGES

24. Compte tenu de ce qui précède, les dommages suivants peuvent être réclamés à l'intimée :
 - a) Le remboursement des frais de résiliation de contrat excédant le préjudice réellement subi par l'intimée;
 - b) Des dommages punitifs en raison du manquement à une obligation que la *Loi sur la protection du consommateur* imposait et impose toujours à l'intimée, et ce, par l'effet combiné des articles 8 et 272 de cette loi;

LE GROUPE

25. Le groupe pour le compte duquel le requérant entend agir est décrit au premier (1^{er}) paragraphe de la présente procédure et comprend les personnes s'étant vues facturer des frais de résiliation de contrat par l'intimée;

LES FAITS DONNANT OUVERTURE A UN RECOURS INDIVIDUEL DE LA PART DE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPE

26. La cause d'action et le fondement juridique du recours de chacun des Membres du groupe (ci-après désignés les « Membres ») contre l'intimée sont les mêmes que ceux du requérant;
27. En effet, la faute commise par l'intimée à l'égard des Membres est la même que celle commise à l'égard du requérant, telle que détaillée précédemment;
28. Chacun des Membres a subi le même type de dommages que le requérant et a droit au remboursement complet des frais de résiliation de contrat payés ou, subsidiairement, le remboursement de la portion des frais de résiliation de contrat qui excède le préjudice réellement subi par l'intimée;
29. Les Membres dont le dossier de crédit a été affecté par l'imposition de ces frais sont également en droit de réclamer un montant arbitrairement évalué à **500,00 \$** à titre de dommages moraux et pour troubles, ennuis et inconvénients;
30. Le requérant n'est toutefois pas en mesure d'évaluer le montant global des dommages subis par l'ensemble des Membres;

DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES

31. Voici le texte de dispositions du *Code civil du Québec* applicables au présent dossier :

Art. 1435. *La clause externe à laquelle renvoie le contrat lie les parties.*

Toutefois, dans un contrat de consommation ou d'adhésion, cette clause est nulle si, au moment de la formation du contrat, elle n'a pas été expressément portée à la connaissance du consommateur ou de la partie qui y adhère, à moins que l'autre partie ne prouve que le consommateur ou l'adhérent en avait par ailleurs connaissance.

Art. 1437. *La clause abusive d'un contrat de consommation ou d'adhésion est nulle ou l'obligation qui en découle, réductible.*

Est abusive toute clause qui désavantage le consommateur ou l'adhérent d'une manière excessive et déraisonnable, allant ainsi à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi; est abusive, notamment, la clause si éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat qu'elle dénature celui-ci.

Art. 1623. *Le créancier qui se prévaut de la clause pénale a droit au montant de la peine stipulée sans avoir à prouver le préjudice qu'il a subi.*

Cependant, le montant de la peine stipulée peut être réduit si l'exécution partielle de l'obligation a profité au créancier ou si la clause est abusive.

Art. 2098. *Le contrat d'entreprise ou de service est celui par lequel une personne, selon le cas l'entrepreneur ou le prestataire de services, s'engage envers une autre personne, le client, à réaliser un ouvrage matériel ou intellectuel ou à fournir un service moyennant un prix que le client s'oblige à lui payer.*

Art. 2125. *Le client peut, unilatéralement, résilier le contrat, quoique la réalisation de l'ouvrage ou la prestation du service ait déjà été entreprise.*

Art. 2129. *Le client est tenu, lors de la résiliation du contrat, de payer à l'entrepreneur ou au prestataire de services, en proportion du prix convenu, les frais et dépenses actuelles, la valeur des travaux exécutés avant la fin du contrat ou avant la notification de la résiliation, ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci peuvent lui être remis et qu'il peut les utiliser.*

L'entrepreneur ou le prestataire de services est tenu, pour sa part, de restituer les avances qu'il a reçues en excédant de ce qu'il a gagné.

Dans l'un et l'autre cas, chacune des parties est aussi tenue de tout autre préjudice que l'autre partie a pu subir.

32. Voici le texte de dispositions de la *Loi sur la protection du consommateur* applicables au présent dossier :

8. *Le consommateur peut demander la nullité du contrat ou la réduction des obligations qui en découlent lorsque la disproportion entre les prestations respectives est tellement considérable qu'elle équivaut à de l'exploitation du consommateur, ou que l'obligation du consommateur est excessive, abusive ou exorbitante.*

12. *Aucuns frais ne peuvent être réclamés d'un consommateur, à moins que le contrat n'en mentionne de façon précise le montant.*

LA NATURE DU RECOURS

33. La nature du recours que le requérant entend exercer pour le compte des Membres est une action en dommages-intérêts contre l'intimée afin de sanctionner une pratique de commerce et une politique de facturation contrevenant au droit à la résiliation unilatérale d'un contrat de service.

LES QUESTIONS DE FAIT ET DE DROIT IDENTIQUES, SIMILAIRES OU CONNEXES (ART. 1003 A) C.P.C.)

34. Les questions reliant chaque Membre à l'intimée et que le requérant entend faire trancher par le recours collectif envisagé sont :

- a) Le montant précis des frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux Membres est-il contractuellement dénoncé ?
- b) Si non, ces frais sont-ils nuls ?
- c) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux Membres sont-ils excessifs ou abusifs ?
- d) Les frais de résiliation de contrat facturés au requérant et aux Membres excèdent-ils le montant du préjudice réellement subi par l'intimée ?
- e) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée contreviennent-ils au droit du requérant et des Membres à la résiliation unilatérale d'un contrat ?
- f) Le requérant et les Membres ont-ils subi des dommages découlant de l'imposition de frais de résiliation de contrat par l'intimée ?
- g) Si oui, sur quels chefs de dommages le requérant et les Membres peuvent-ils être indemnisés ?
- h) L'intimée a-t-elle contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* ?
- i) Si oui, l'intimée est-elle tenue au paiement de dommages punitifs ?

35. Les questions particulières à chacun des Membres sont :

- a) Quel est le montant des dommages subis par chacun des Membres ?
- b) Le montant précis des frais de résiliation de contrat a été dénoncé et/ou divulgué à quels Membres ?

LES FAITS ALLEGUES PARAISSENT JUSTIFIER LES CONCLUSIONS RECHERCHEES (ART. 1003 B) C.P.C.)

36. À cet égard, le requérant réfère aux paragraphes 1, 2, 5 à 12 et 18 de la présente requête;

LA COMPOSITION DU GROUPE (ART. 1003 C) C.P.C.)

37. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.p.c., pour les motifs ci-après exposés;

38. Il est estimé que plusieurs milliers de personnes au Québec ont été clients de l'intimée depuis le 21 février 2008;

39. Parmi ce nombre, plusieurs ont résilié leur contrat de service avec l'intimée depuis le 21 février 2008 et se sont vus facturer des frais de résiliation de contrat par l'intimée;

40. Il serait impossible et impraticable pour le requérant de retracer et de contacter tous les Membres afin que ceux-ci puissent se joindre dans une même demande en justice, d'autant plus qu'il n'a pas accès à la liste des clients de l'intimée et que seule cette dernière connaît l'identité des personnes à qui des frais de résiliation de contrat ont été facturés;

41. Il serait tout aussi impossible et impraticable pour le requérant d'obtenir un mandat ou une procuration de chacun des Membres;

42. Il serait également peu pratique et contraire aux intérêts d'une saine administration de la justice ainsi qu'à l'esprit du *Code de procédure civile* que chacun des Membres intente une action individuelle contre l'intimée;

LE REQUERANT EST EN MESURE D'ASSURER UNE REPRESENTATION ADEQUATE DES MEMBRES (ART. 1003 D) C.P.C.)

43. Le requérant demande que le statut de représentant lui soit attribué pour les motifs ci-après exposés;

44. Le requérant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des Membres;

45. Le requérant a fait des démarches pour entrer en contact avec des Membres et il est en mesure d'en identifier certains;

46. Le requérant a payé à l'intimée des frais de résiliation de contrat et il a subi les dommages détaillés dans la présente requête;

47. Le requérant a une connaissance personnelle de la cause d'action alléguée dans la présente requête et il comprend bien les faits donnant ouverture à sa réclamation ainsi qu'à celle des Membres;

48. Le requérant est disposé à consacrer le temps requis pour bien représenter les Membres dans le cadre du présent recours collectif, et ce, autant au stade de l'autorisation du recours qu'au stade du mérite;
49. Le requérant entend représenter honnêtement et loyalement les intérêts des Membres;
50. Le requérant se déclare prêt à faire tout en son possible pour exposer l'ensemble des faits donnant ouverture au recours collectif envisagé;
51. Le requérant a clairement démontré son lien de droit et l'intérêt requis à l'égard de l'intimée;
52. Le requérant est donc en excellente position pour représenter adéquatement les Membres dans le cadre du recours collectif envisagé;

L'OPPORTUNITE DU RECOURS COLLECTIF

53. Il est opportun d'autoriser l'exercice du présent recours collectif pour le compte des Membres pour les raisons suivantes;
54. Le recours collectif est le véhicule procédural le plus approprié afin que les Membres puissent faire valoir la réclamation découlant des faits allégués dans la présente requête;
55. Bien que le montant des dommages subis diffèrera pour chaque Membre, la ou les fautes commises par l'intimée et la responsabilité en résultant sont identiques à l'égard de chacun des Membres;
56. Considérant le montant minime de la réclamation personnelle et individuelle de chacun des Membres, ceux-ci se verraient privés de leur droit d'obtenir compensation en l'absence du véhicule procédural que représente le recours collectif, et ce, principalement en raison du rapport disproportionné entre les coûts pour un recours individuel et le montant des dommages effectivement subis et exigibles;
57. Au surplus, la multiplicité potentielle des recours individuels des Membres pourrait résulter en des jugements contradictoires sur des questions de faits et de droit identiques, ce qui serait contraire aux intérêts de la justice;

LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES

58. Les conclusions recherchées par le requérant sont :

- a) **ACCUEILLIR** la requête introductive d'instance du requérant;
- b) **CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme de **200,00 \$** plus taxes, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- c) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme excédant le préjudice réellement subi, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- d) **CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux frais de résiliation payés depuis le 21 février 2008, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- e) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux frais de résiliation de contrat excédant le préjudice réellement subi par l'intimée, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- f) **CONDAMNER** l'intimée à verser la somme de **500,00 \$** à chacun des Membres dont le dossier de crédit a été affecté par l'imposition de frais de résiliation de contrat, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- g) **CONDAMNER** l'intimée à payer une somme forfaitaire et globale qui sera fixée par le tribunal à titre de dommages punitifs;
- h) **ORDONNER** que les dommages précités fassent l'objet d'indemnités individuelles, dans la mesure du possible, et d'un recouvrement collectif uniquement pour les dommages punitifs selon les prescriptions des articles 1031 à 1040 du *Code de procédure civile*;
- i) **CONDAMNER** l'intimée à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;

LE TOUT AVEC DÉPENS, INCLUANT LES FRAIS POUR LES PIÈCES, LES EXPERTS, LES EXPERTISES ET LA PUBLICATION D'AVIS.

DISTRICT JUDICIAIRE DU RECOURS

59. Le requérant propose que le recours collectif soit exercé devant la Cour supérieure siégeant dans le district judiciaire de Montréal pour les motifs ci-après exposés;
60. Le requérant est domicilié à Montréal;
61. Plusieurs Membres sont domiciliés dans le district judiciaire de Montréal et ses environs;
62. Les procureurs soussignés, dont les services ont été retenus par le requérant, pratiquent et ont une place d'affaires principale dans le district judiciaire de Montréal;
63. L'intimée possède une place d'affaires principale dans le district judiciaire de Montréal;

PROJETS D'AVIS AUX MEMBRES ET PROJET DE JUGEMENT

64. Un projet d'avis aux membres rédigé selon le formulaire VI du *Règlement de procédure civile de la Cour supérieure*, R.R.Q. 1981, c. C-25, r. 8, pourra être communiqué sur demande du juge en charge du dossier;
65. Un projet d'avis simplifié aux Membres pourra être communiqué sur demande du juge en charge du dossier;
66. Un projet de jugement faisant droit à la requête selon le formulaire VII du *Règlement de procédure civile de la Cour supérieure*, R.R.Q. 1981, c. C-25, r. 8, pourra être communiqué sur demande du juge en charge du dossier;
67. Une copie des Règles de pratique de la Cour Supérieure du Québec en matière civile, R.R.Q. 1981, c. C-25, r. 8, rr. 55-69, pourra être communiquée sur demande du juge en charge du dossier;
68. Une copie du Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux recours collectifs, D. 1996-85, 16 octobre 1985, G.O.Q. 1985.II.6058, pourra être communiquée sur demande du juge en charge du dossier;
69. La présente requête pour autorisation d'exercer un recours collectif est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR :

ACCUEILLIR la présente requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

AUTORISER l'exercice du recours collectif ci-après décrit :

« Une action en dommages-intérêts contre l'intimée afin de sanctionner une pratique de commerce et une politique de facturation contrevenant au droit à la résiliation unilatérale d'un contrat de service. »

ATTRIBUER à MARIO BRIÈRE le statut de représentant aux fins d'exercer le recours collectif envisagé pour le compte du groupe de personnes ci-après décrit :

« Toutes les personnes physiques et morales comptant moins de cinquante (50) employés, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, et s'étant vues facturer par l'intimée depuis le 21 février 2008 des frais de résiliation de contrat. »

IDENTIFIER comme suit les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement :

- a) Le montant précis des frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux Membres est-il contractuellement dénoncé ?
- b) Si non, ces frais sont-ils nuls ?
- c) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux Membres sont-ils excessifs ou abusifs ?
- d) Les frais de résiliation de contrat facturés au requérant et aux Membres excèdent-ils le montant du préjudice réellement subi par l'intimée ?
- e) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée contreviennent-ils au droit du requérant et des Membres à la résiliation unilatérale d'un contrat ?
- f) Le requérant et les Membres ont-ils subi des dommages découlant de l'imposition de frais de résiliation de contrat par l'intimée ?
- g) Si oui, sur quels chefs de dommages le requérant et les Membres peuvent-ils être indemnisés ?

- h) L'intimée a-t-elle contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* ?
- i) Si oui, l'intimée est-elle tenue au paiement de dommages punitifs ?

IDENTIFIER comme suit les conclusions recherchées qui s'y rattachent :

- a) **ACCUEILLIR** la requête introductive d'instance du requérant;
- b) **CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme de **200,00 \$** plus taxes, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- c) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme excédant le préjudice réellement subi, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- d) **CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux frais de résiliation payés depuis le 21 février 2008, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- e) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux frais de résiliation de contrat excédant le préjudice réellement subi par l'intimée, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- f) **CONDAMNER** l'intimée à verser la somme de **500,00 \$** à chacun des Membres dont le dossier de crédit a été affecté par l'imposition de frais de résiliation de contrat, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente requête;
- g) **CONDAMNER** l'intimée à payer la somme forfaitaire et globale qui sera fixée par le tribunal à titre de dommages punitifs;
- h) **ORDONNER** que les dommages précités fassent l'objet d'indemnités individuelles, dans la mesure du possible, et d'un recouvrement collectif uniquement pour les dommages punitifs selon les prescriptions des articles 1031 à 1040 du *Code de procédure civile*;
- i) **CONDAMNER** l'intimée à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;

LE TOUT AVEC DÉPENS, INCLUANT LES FRAIS POUR LES PIÈCES, LES EXPERTS, LES EXPERTISES ET LA PUBLICATION D'AVIS.

IDENTIFIER comme suit les questions particulières à chacun des Membres :

Quel est le montant des dommages subis par chacun des Membres ?

Le montant précis des frais de résiliation de contrat a été dénoncé et/ou divulgué à quels Membres ?

DÉCLARER qu'à moins d'exclusion, les Membres seront liés par tout jugement à intervenir sur le recours collectif de la manière prévue par la Loi;

FIXER le délai d'exclusion à trente (30) jours après la date de publication de l'avis aux Membres, délai à l'expiration duquel les Membres qui ne se seront pas prévalus des moyens d'exclusion seront liés par tout jugement à intervenir;

ORDONNER la publication d'un avis aux membres selon les termes et modalités que cette Honorable Cour verra à déterminer, et dont l'un des moyens pourrait être le suivant :

- La création d'une page web, aux frais de l'intimée, avec les référencements à être déterminés, reproduisant l'avis aux membres simplifié pour la durée complète des procédures.

RÉFÉRER le dossier au juge en chef pour détermination du district dans lequel le recours collectif devra être exercé et pour désignation du juge qui en sera saisi;

ORDONNER au greffier de cette Honorable Cour, pour le cas où le présent recours devait être exercé dans un autre district, de transmettre le dossier, dès décision du juge en chef, au greffier de cet autre district;

LE TOUT avec dépens, incluant les frais de publication des avis aux membres, d'expertises et de témoignages d'experts à la Cour, le cas échéant.

Québec, le 21 février 2011

COPIE CONFORME

BCA AVOCATS S.E.N.C.R.L.


BGA Avocats s.e.n.c.r.l.
Procureurs du requérant

AVIS DE PRÉSENTATION

À : ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C. / ROGERS SANS-FIL S.E.N.C.
1200, avenue McGill College, 9^e étage
Montréal (Québec) H3B 4G7

PRENEZ AVIS que la présente requête pour autorisation d'exercer un recours collectif sera présentée devant cette Honorable Cour, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal, H2Y 1B6, district de Montréal, à une date, à une heure et à une salle qui seront déterminées par le juge désigné en gestion particulière du dossier.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Québec, le 21 février 2011

COPIE CONFORME
BCA AVOCATS S.E.N.C.R.L.

BCA Avocats s.e.n.c.r.l.

BGA Avocats s.e.n.c.r.l.
Procureurs du requérant

CANADA

(Recours Collectif)

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No :

MARIO BRIÈRE

Requérant

c.

**ROGERS
S.E.N.C.**

COMMUNICATIONS

Intimée

AVIS DE DÉNONCIATION DE PIÈCES

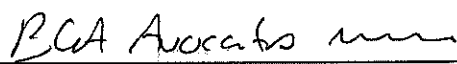
PIÈCE R-1 : Facture d'achat de l'appareil datée du 29 janvier 2009

PIÈCE R-2 : Contrat

PIÈCE R-3 : Facture datée du 26 novembre 2010

COPIE CONFORME
BCA AVOCATS S.E.N.C.R.L.

Québec, le 21 février 2011


BGA Avocats s.e.n.c.r.l.
Procureurs du requérant

NO	500-06-00557-112
COUR	Supérieure (Recours collectif)
DISTRICT	De Montréal

MARIO BRIÈRE

Requérant

c.

ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C.,
faisant également affaires sous la raison
sociale ROGERS SANS-FIL S.E.N.C.

Intimée

**REQUÊTE POUR AUTORISATION
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET
POUR SE VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE
REPRÉSENTANT (Articles 1002 et suivants
C.p.c.), AVIS DE PRÉSENTATION, AVIS DE
DÉNONCIATION DE PIÈCES**

**COPIE
BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.**

BB-8221 ME DAVID BOURGOIN N/☐: BGA — 0088-1

BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.

67, rue Sainte-Ursule
QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 4E7
TÉLÉPHONE : 418 692-5137
TÉLÉCOPIEUR : 418 692-5695
CASIER 72